

DIAC S.A.

OPÉRANT SOUS LA MARQUE COMMERCIALE

MØBILIZE
FINANCIAL SERVICES

2026

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1^{er} SEMESTRE

SOMMAIRE

01. Attestation de la personne physique responsable du Rapport financier semestriel.....	p 3
02. Rapport semestriel d'activité.....	p 5
03. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle.....	p 14
04. États financiers consolidés.....	p 18

01.

ATTESTATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT

1^{er} SEMESTRE 2026

Attestation de la personne physique responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés, sont établis conformément au corps de normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'émetteur, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 5 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le 18 septembre 2026
Le Directeur général
Frédéric SCHNEIDER



02.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

1^{er} SEMESTRE 2026

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 22 JUILLET 2026

SOMMAIRE

1. FAITS MARQUANTS

2. ACTIVITE COMMERCIALE A FIN JUIN 2026

3. RESULTATS GROUPE MOBILIZE FINANCIAL SERVICES

4. PERSPECTIVES ET PRINCIPAUX POINTS D'ATTENTION POUR
LE SECOND SEMESTRE

Les données comparatives au 30 juin 2026 s'entendent par rapport au 30 juin 2025 et portent sur une période de 6 mois.

1. FAITS MARQUANTS

- Dans un contexte de croissance contenue des immatriculations du marché (+1,1%), le premier semestre 2026 est impacté par une légère diminution de la part de marché des marques sous périmètre Diac (-1,0 pt) et par une forte volatilité des taux de marché en raison des incertitudes pesant sur l'environnement géopolitique international.
- Progression du nombre de dossiers VN/VO qui atteint 175 863 contrats de financement, en augmentation de +1% sur un an :
 - Diminution des immatriculations des marques sous périmètre Diac (-2,2%),
 - Amélioration de la performance commerciale VN (+1,8 pt de TI VN à 43,1%),
 - Détérioration de la performance commerciale VO (- 1 015 dossiers, soit -2,1%)
- Hausse de la contribution commerciale à 356,6 Meur (+10,3%).
- Progression de +9,4 Meur du résultat avant impôts du Groupe Mobilize Financial Services France à 106,8 Meur à fin juin 2026 (1,08% de l'APM en vision annualisée).

2. ACTIVITE COMMERCIALE A FIN JUIN 2026

Les immatriculations

Le marché automobile toutes marques est en progression de +1,1% par rapport à fin juin 2025, avec 1,0 million de véhicules vendus.

Dans ce contexte, Renault atteint un volume de 205 609 immatriculations, en progression de +0,8% portée par la gamme de véhicules électriques. Cette progression est toutefois moins marquée que celle du marché, et la part de marché diminue légèrement de -0,1 point à 19,8%.

Les ventes de Dacia représentent 69 931 immatriculations, en nette diminution par rapport à l'année dernière (-9,9%). La part de marché diminue de -0,8 point à 6,7%.

15 828 véhicules Nissan ont été immatriculés depuis le début de l'année, en diminution de -6,7% par rapport à l'année dernière. La part de marché de la marque diminue de -0,1 point à 1,5%.

L'activité du Groupe Mobilize Financial Services France

L'activité du Groupe Mobilize Financial Services France s'analyse comme suit :

▪ **En VN Renault,**

Le nombre de dossiers financés s'inscrit à 87 716, en progression de +7,0% par rapport à l'année dernière. Le taux de pénétration sur immatriculations Renault s'établit à 42,7%, en progression de +2,5 points par rapport au premier semestre 2025. Cette progression est portée par l'activité Particuliers qui a notamment bénéficié en début d'année de contrats de financement issus de commandes de véhicules de l'opération Leasing Social du 4^{ème} trimestre 2025.

- Diac : 61 531 dossiers contre 53 471 au 1^{er} semestre 2025

- Diac Location : 26 185 dossiers contre 28 506 au 1^{er} semestre 2025
- **L'activité VN Dacia** est en diminution de -12,2% avec une baisse de -1,1 point du taux d'intervention VN à 44,3 % à fin juin 2026.
- **En VN Nissan**, les contrats de financement sont en progression de +4,4% avec 6 777 dossiers réglés, pour un taux de pénétration en augmentation de +4,5 points à 42,8%.
- **L'activité VO** est en diminution de -2,1% par rapport au 1^{er} semestre 2025 avec 47 935 dossiers réglés au 1^{er} semestre 2026.
- Les **financements aux réseaux** affichent un encours productif moyen de 4,2 Mrds (hors affacturage), en augmentation de +0,6% par rapport au 1^{er} semestre 2025.

3. RESULTATS

Groupe Mobilize Financial Services France – Présentation financière

Le résultat avant impôts du Groupe Mobilize Financial Services France s'établit à fin juin 2026 à 106,8 Meur, en progression de +9,4 Meur par rapport à fin juin 2025. Cette évolution s'explique par :

- **Une marge brute hors services (MBHS) en augmentation de +36,1 Meur :**

Essentiellement :

- **la marge brute hors service Clientèle** progresse de +35,1 Meur sous le double effet de l'augmentation des encours Clientèle (+813 Meur, générant un effet volume de +15 Meur) et de l'amélioration de la rentabilité moyenne du portefeuille. Les **produits financiers** ont ainsi progressé de 35,9 Meur pour atteindre 7,56% des encours moyens annualisés (+0,04 pt par rapport

au premier semestre 2025 en vision annualisée, retraité de l'impact d'une régularisation sur l'étalement des produits financiers Diac Location). Dans le même temps, le **coût de refinancement** s'est allégé de 2,0 Meur pour s'établir à -3,74% des encours moyens en vision annualisée (+0,23 pt par rapport au premier semestre 2025). Les **autres produits de la MBHS** diminuent de -3,9 Meur, en lien principalement avec la diminution des indemnités de résiliation et des produits de remise en état. Enfin, les **produits nets des placements** augmentent de +1,1 Meur en raison de l'appréciation des Titres Participatifs Diac ;

- **la marge brute hors service Réseau** augmente de +0,9 Meur (+3,0%), portée par l'augmentation des frais de gestion facturés.

▪ **Une augmentation de +14,1 Meur de la marge sur services :**

Cette variation s'explique principalement par une diminution des sinistres, ainsi que par une hausse de la marge VO et des contrats en prolongation automatique.

▪ **Autres du PNB en progression de +2,2 Meur :**

Essentiellement :

- Une reprise de +5,6 Meur sur les contrats terminés non cédés ;
- Ajustement de +4,4 Meur sur les indemnités perçues sur sinistres ;
- -5,1 Meur sur les VNC Batteries ;
- Ajustement de valeurs résiduelles sur produits OPL de -2,5 Meur.

▪ **Des coûts de distribution en évolution défavorable de -11,3 Meur :**

Essentiellement :

- Des coûts de distribution étalables dont la charge s'alourdit de -10,1 Meur, s'expliquant pour partie par l'augmentation des encours, et pour -6,1 Meur par un ajustement sur l'étalement des coûts de distribution Diac Location en 2025, sans équivalent en 2026 ;
- Des coûts de distribution non étalables dont la charge s'alourdit de -1,2 Meur, du fait principalement des charges liées au produit EGVO 5/5 lancé en 2025 et ayant impacté le premier semestre 2025 pour 2 mois seulement contre 6 mois au premier semestre 2026.

▪ **Un coût du risque en dégradation de -13,7 Meur :**

1) Activité clientèle : effet défavorable de -15,8 Meur :

Essentiellement :

- la mise à jour du forward looking statistique : -17,8 Meur (dotation de -1,9 Meur au premier semestre 2026 contre une reprise de +15,9 Meur au premier semestre 2025) ;
- la mise à jour du forward looking sectoriel : +5,2 Meur (reprise de 3,3 Meur au premier semestre 2026 contre une dotation de -1,9 Meur au premier semestre 2025) ;
- la comptabilisation des frais de recouvrement en coût du risque en 2026 : -2,6 Meur ;
- un rattrapage de provisionnement sur les batteries : -8,0 Meur ;
- ces évolutions sont partiellement compensées par une moindre dotation en raison d'une amélioration des fondamentaux (diminution du taux de défaut sur le périmètre des particuliers et des petites entreprises).

2) Activité Financement réseaux : effet favorable de +4,5 Meur :

Essentiellement :

- le coût du risque du premier semestre 2025 avait été alourdi par l'entrée en défaut d'un groupe significatif. Bien que la situation de certaines contreparties se soit dégradée sur le S1 2026, l'augmentation des provisions qui en a découlé reste inférieure à celle observée l'année dernière ;
- la mise à jour du forward looking sectoriel a également eu un effet positif de +1,3 Meur (reprise de +0,4 Meur au premier semestre 2026 contre une dotation de -0,9 Meur au premier semestre 2025) ;
- a contrario, la mise à jour du forward looking statistique a eu un léger effet négatif de -0,2 Meur (dotation de -0,1 Meur sur le premier semestre 2026 contre une reprise de +0,1 Meur au premier semestre 2025).

▪ **Des frais de fonctionnement en évolution défavorable de -1,9 Meur :**

- Frais de personnel : -4,4 Meur, expliqués principalement par une augmentation des primes chargées, l'année 2025 ayant été impactée favorablement par une reprise de provision au titre de l'année 2024 ;
- Frais administratifs : +0,8 Meur en lien avec la comptabilisation des frais de recouvrement en coût du risque en 2026 ;

- Impôts et taxes +3,1 Meur en lien avec une reprise de provision au titre de la C3S 2025 ;
- Dotations aux amortissements -1,4 Meur dont :
 - -0,8 Meur liés aux dépenses IT principalement impactées par l'achat de logiciels et le déménagement des data centers lancé fin 2025 ;
 - -0,8 Meur liés au retraitements IFRS 16 des charges locatives des nouveaux locaux de l'entreprise.
- **Des Autres produits et charges exceptionnelles en évolution défavorable de -16,9 Meur :**

Cette évolution s'explique par une correction sur les sinistres effectuée en 2026.

4. PERSPECTIVES ET PRINCIPAUX POINTS D'ATTENTION DU SECOND SEMESTRE

Le premier semestre 2026 s'est déroulé dans contexte de marché automobile en très légère croissance, tiré par les véhicules électriques et marqué par la progression de marques chinoises qui viennent renforcer le contexte concurrentiel. Les taux de marché ont par ailleurs connu une nette augmentation, couplée à une certaine volatilité liée aux fortes incertitudes quant à l'environnement international. Dans ce marché, la part de marché de l'Alliance diminue de 2%, tirée à la baisse par la marque Dacia qui pâtit d'une offre limitée en véhicules électriques.

Au second semestre sera mis en place par le gouvernement un nouveau programme de leasing social, qui contribuera à renforcer encore davantage les modèles sur les véhicules électriques de la gamme.

Afin de sécuriser le positionnement de l'ensemble de la gamme véhicules, il conviendra de poursuivre sur le second semestre les actions promotionnelles sur les véhicules neufs et d'occasion engagées au cours du 1^{er} semestre sur les cibles particuliers et artisans commerçants, tout en continuant d'améliorer la performance sur les services associés aux financements.

03.

**RAPPORT DES COMMISSAIRES
AUX COMPTES SUR
L'INFORMATION FINANCIÈRE
SEMESTRIELLE**

1^{er} SEMESTRE 2026



45, rue Kléber
92300 LEVALLOIS PERRET



Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex

DIAC SA

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2026 au 30 juin 2026

Forvis Mazars SA
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat aux comptes à
directoire et conseil de surveillance
Siège social : 45 rue Kléber - 92300 LEVALLOIS-PERRET
Capital de 8 320 000 euros - RCS Nanterre 784 824 153

KPMG SA
Société anonyme d'expertise comptable et de commissariat
aux comptes à directoire
Siège social : Tour EQHO, 2 Avenue Gambetta, 92400
COURBEVOIE
Capital de 5 497 100 euros - RCS Nanterre 775 726 417

DIAC

Société anonyme

RCS : 702 002 221 R.C.S. Bobigny

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier 2026 au 30 juin 2026

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société DIAC SA, relatifs à la période du 1^{er} janvier 2026 au 30 juin 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois-Perret, le 31 juillet 2026

Signé par :
 *Natacha André*
668A72EEEEB74E6...

Natacha André

Associée

KPMG SA

Paris La Défense, le 31 juillet 2026

Signé par :
 *Jean François Dandé*
C894E08D69014E7...

Jean-François Dandé

Associé

04.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1^{er} SEMESTRE 2026

SOMMAIRE

BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	20
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	22
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	23
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	24
1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS	24
2. FAITS MARQUANTS.....	24
3. REGLES ET METHODES COMPTABLES	26
4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER	28
5. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDES.....	30

BILAN CONSOLIDE

ACTIF - En millions d'euros	Notes	06/2026	12/2025
Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit	2	4 958	4 873
Prêts et créances au coût amorti sur la clientèle	3 et 4	20 132	20 654
Actifs d'impôts courants	5	0	1
Actifs d'impôts différés	5	3	3
Créances fiscales hors impôts courants	5	185	255
Comptes de régularisation et actifs divers	5	484	511
Opérations de location opérationnelle	3 et 4	1 149	751
Immobilisations corporelles et incorporelles		32	16
TOTAL ACTIF		26 943	27 064

PASSIF - En millions d'euros	Notes	06/2026	12/2025
Dettes envers les établissements de crédit	6.1	17 641	17 636
Dettes envers la clientèle	6.2	128	153
Dettes représentées par un titre	6.3	4 526	4 539
Passifs d'impôts courants	7	2	0
Passifs d'impôts différés	7	484	469
Dettes fiscales hors impôts courants	7	42	12
Comptes de régularisation et passifs divers	7	735	930
Provisions	8	55	62
Dettes subordonnées	10	381	387
Capitaux propres*		2 949	2 876
- Dont capitaux propres part du groupe*		2 949	2 876
Capital souscrit et réserves liées		415	415
Réserves consolidées et autres*		2 469	2 320
Gains ou pertes latents		(8)	(9)
Résultat de l'exercice*		73	150
TOTAL PASSIF*		26 943	27 064

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

En millions d'euros	Notes	06/2026	06/2025 Retraité*	12/2025
Intérêts et produits assimilés	16	623	638	1 274
Intérêts et charges assimilés	17	(470)	(488)	(959)
Commissions (Produits)*	18	146	149	294
Commissions (Charges)	18	(64)	(66)	(133)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		0	(1)	(1)
Produits des autres activités	19	187	100	246
Charges des autres activités	19	(163)	(97)	(242)
PRODUIT NET BANCAIRE*		259	235	479
Charges générales d'exploitation	20	(97)	(96)	(190)
Dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		(4)	(3)	(4)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION*		158	136	285
Coût du risque	21	(51)	(38)	(70)
RESULTAT D'EXPLOITATION*		107	98	215
Gains ou pertes nets sur autres actifs immobilisés		0	0	
RESULTAT AVANT IMPOTS*		107	98	215
Impôts sur les bénéfices	22	(34)	(28)	(65)
RESULTAT NET*		73	70	150
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle		0	0	
Dont part des actionnaires de la société mère		73	70	150
Résultat net par action (1) et en euros*		0,75	0,73	1,56
Résultat net dilué par action et en euros*		0,75	0,73	1,56

(1) Résultat net - Part des actionnaires de la société mère rapportée au nombre d'actions

montant au titre de l'exercice 2025 de ces postes a été retraité. Une information spécifique figure dans la note 2 « Faits marquants ».

* Le

ETAT DE RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

En millions d'euros	06/2026	06/2025 Retraité*	12/2025
RESULTAT NET*	73	70	150
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieur à l'emploi	1	2	2
<i>Total des éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat net</i>	<i>1</i>	<i>2</i>	<i>2</i>
Autres éléments du résultat global	1	2	2
RESULTAT GLOBAL*	74	72	152
Dont part des participations ne donnant pas le contrôle	0	0	
Dont part des actionnaires de la société mère*	74	72	152

montant au titre de l'exercice 2025 de ces postes a été retraité. Une information spécifique figure dans la note 2 « Faits marquants ».

* Le

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

En millions d'euros	Capital (1)	Réserves liées au capital	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Gains ou pertes latents ou différés	Résultat net (Part des actionnaires de la société mère)	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres au 31 décembre 2024*	415	0	2 181	0	(11)	138	2 723
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					2		2
Résultat de la période avant affectation*						70	70
Résultat global de la période					2	70	72
Affectation du résultat de l'exercice précédent			138			(138)	
Effet des variations de périmètre et autres			(1)				(1)
Capitaux propres au 30 juin 2025*	415	0	2 318	0	(9)	70	2 794
Résultat de la période avant affectation*						80	80
Résultat global de la période						80	80
Effet des variations de périmètre et autres			2				2
Capitaux propres au 31 décembre 2025	415	0	2 320	0	(9)	150	2 876
Réévaluation du passif net au titre des avantages postérieurs à l'emploi.					1		1
Résultat de la période avant affectation						73	73
Résultat global de la période					1	73	74
Affectation du résultat de l'exercice précédent			150			(150)	
Effet des variations de périmètre, stocks options et autres			(1)				(1)
Capitaux propres au 30 juin 2026	415	0	2 469	0	(8)	73	2 949

(1) A fin juin 2026, le capital social de DIAC S.A. de 415 100 500 euros est composé de 96 535 000 actions de 4,30 euros entièrement libérées et détenues par RCI Banque S.A.

* Le montant au titre de l'exercice 2025 de ces postes a été retraité. Une information spécifique figure dans la note 2 « Faits marquants ».

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

En millions d'euros	06/2026	06/2025 Retraité*	12/2025
Résultat net*	73	70	150
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	4	3	4
Dotations nettes aux provisions	25	19	32
Produits et charges d'impôts différés	15	8	26
Pertes et gains nets des activités d'investissement	(1)	0	0
Autres (portefeuille d'instruments dérivés en juste valeur par résultat)	0	0	(74)
Capacité d'autofinancement*	116	100	138
Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)*	1	128	387
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements*	44	158	451
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	245	(82)	(213)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur établissements de crédit	7	13	(65)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur établissements de crédit	238	(95)	(148)
Flux liés aux opérations avec la clientèle	65	(470)	(946)
- Encaissements / décaissements liés aux créances sur la clientèle	93	(461)	(991)
- Encaissements / décaissements liés aux dettes sur la clientèle	(28)	(9)	45
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(96)	(19)	132
- Encaissements / décaissements liés aux dettes représentées par des titres	(14)	(40)	108
- Encaissements / décaissements liés aux valeurs à l'encaissement	(82)	21	24
Variation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	214	(571)	(1 027)
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	331	(343)	(426)
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(18)	(1)	(5)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	(18)	(1)	(5)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	0	135	135
- Remboursement d'instruments de capital et emprunts subordonnés	0	135	135
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	0	135	135
Effet des var. des taux de change et de périmètre sur la trésorerie et équivalents (D)	0	2	(74)
Variation nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie (A+ B+C+D)	313	(207)	(370)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture :	(434)	(64)	(64)
- Comptes (actif et passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(434)	(64)	(64)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture :	(121)	(271)	(434)
- Comptes actif et prêts à vue auprès des établissements de crédit	562	600	469
- Comptes passif et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(683)	(871)	(903)
Variation de la trésorerie nette	313	(207)	(370)

La ligne « Trésorerie et équivalents de trésorerie » est composée d'opérations au jour le jour et de dépôts à vue. Ces éléments constitutifs sont présentés en notes 2 et 6.1.

* Le montant au titre de l'exercice 2025 de ces postes a été retraits. Une information spécifique figure dans la note 2 « Faits marquants ».

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

1. APPROBATION DES COMPTES - DISTRIBUTIONS

Les états financiers consolidés condensés semestriels du groupe Mobilize Financial Services France sont constitués de DIAC S.A., société mère, sa filiale DIAC Location S.A. et ses fonds communs de titrisation.

Les comptes semestriels consolidés condensés du groupe Mobilize Financial Services France au 30 juin 2026 ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 22 juillet 2026 qui a autorisé leur publication.

Les comptes consolidés du groupe Mobilize Financial Services France, pour l'année 2025, ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 6 mars 2026 et approuvés à l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 mai 2026.

Les comptes consolidés sont exprimés en millions d'euros (M€) sauf indication contraire.

2. FAITS MARQUANTS

Neant

* Retraitement 2025 : Les travaux d'analyse menés sur les primes des services d'entretien ont permis d'identifier des anomalies dans l'étalement des produits constatés d'avance (PCA) et l'apurement des flux mandants. Conformément à IAS8, une correction sur les PCA (47 M€) ainsi qu'une correction sur le compte de mandant (29 M€) ont été comptabilisées, avec un impact en situation nette d'ouverture et en résultat pour l'exercice 2025.

Ci-dessous, les éléments modifiés en M€ :

Etats de synthèse	Postes concernés	Montants 06 2025 publiés	Montants 06 2025 corrigés	Retraite ments
Bilan (passif)	Capitaux propres	2 864	2 794	(70)
Bilan (passif)	Dont capitaux propres part du groupe	2 864	2 794	(70)
Bilan (passif)	Réserves consolidées et autres	2 395	2 318	(77)
Bilan (passif)	Résultat de l'exercice	63	70	7
Bilan (passif)	TOTAL PASSIF	26510	26440	(70)
Résultat consolidé	Commissions (Produits)	142	149	7
Résultat consolidé	PRODUIT NET BANCAIRE	228	235	7
Résultat consolidé	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	129	136	7
Résultat consolidé	RESULTAT D'EXPLOITATION	91	98	7
Résultat consolidé	RESULTAT AVANT IMPOTS	91	98	7
Résultat consolidé	RESULTAT NET	63	70	7
Résultat consolidé	Dont part du groupe	63	70	7
Résultat consolidé	Résultat net par action et en euros	0.65	0.73	0
Résultat global consolidé	Résultat net dilué par action et en euros	0.65	0.73	0
Résultat global consolidé	RESULTAT NET	63	70	7
Résultat global consolidé	RESULTAT GLOBAL	65	72	7
Résultat global consolidé	Dont part des actionnaires de la société mère	65	72	7
Tableau des flux de trésorerie	Résultat net	63	70	7
Tableau des flux de trésorerie	Capacité d'autofinancement	93	100	7
Tableau des flux de trésorerie	Autres mouvements (créances et dettes rattachées, charges constatées d'avance)	135	128	(7)
Tableau des flux de trésorerie	Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et autres ajustements	165	158	(7)

3. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes intermédiaires au 30 juin 2026 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations requises lors de la préparation des comptes consolidés annuels et doivent donc être lus de manière concomitante avec les états financiers au 31 décembre 2025.

Les états financiers du groupe Mobilize Financial Services France arrêtés au 30 juin 2026 sont préparés en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) et selon la recommandation de l'ANC 2022-01 au 30 juin 2026 et tel qu'adopté dans l'Union Européenne à la date de clôture des comptes. A l'exception des changements mentionnés ci-après, les règles et méthodes comptables sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2025.

A. Evolutions des principes comptables

Le groupe Mobilize Financial Services France applique les normes et amendements parus au Journal Officiel de l'Union Européenne d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2026.

Nouveaux textes d'application obligatoire en 2026

Amendement d'IFRS 9 / IFRS 7	Classement et évaluation des instruments financiers
Amendement d'IFRS 9 / IFRS 7	Contrats faisant référence à l'électricité produite à partir de sources naturelles
Améliorations annuelles des IFRS - Volume 11	Processus annuel d'amélioration des normes

L'application de ces amendements n'a pas d'effet significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

Nouveaux textes non appliqués par anticipation par le Groupe

Nouvelles normes et amendements IFRS non appliqués par anticipation par le Groupe		Date d'application selon l'IASB
IFRS 18	Présentation et informations à fournir dans les états financiers	1 ^{er} janvier 2027

IFRS 18 sera applicable dans les comptes du groupe Mobilize Financial Services France aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2027, avec un retraitement obligatoire des informations comparatives. A cette fin, le Groupe poursuit le projet de mise en œuvre de la norme en évaluant l'intégralité de ses impacts ; sur les états financiers primaires, notamment le compte de résultat, sur les indicateurs financiers clés, sur les informations dans les notes aux états financiers, et sur les systèmes d'informations. Le Groupe suit par ailleurs avec attention les saisines de l'IFRS Interpretation Committee et les réponses apportées à cet égard.

Autres normes et amendements non encore adoptés par l'Union Européenne

Par ailleurs l'IASB a publié de nouvelles normes et amendements non adoptés à ce jour par l'Union Européenne.

Nouvelles normes et amendements IFRS non adoptés par l'Union Européenne		Date d'application selon l'IASB
IFRS 19 et amendements	Filiales n'ayant pas d'obligation d'information du public	1er janvier 2027
Amendements d'IAS 21	Conversion dans une monnaie de présentation d'une économie hyperinflationniste	1er janvier 2027
IFRS 20	Actifs réglementés et passifs réglementés	1er janvier 2029

Le Groupe n'anticipe à ce stade aucun impact significatif sur les comptes consolidés du fait de l'application d'IFRS 19, d'IFRS 20 et des amendements d'IAS 21.

B. Estimations et jugements

Pour établir ses comptes, le groupe Mobilize Financial Services France doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges. Le groupe Mobilize Financial Services France revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et d'autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes de celles qui avaient été prévues, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

La valeur recouvrable des créances sur la clientèle et les provisions sont les principaux postes des états financiers dépendant d'estimations et jugements (note 4 - Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité et note 21 - Cout du risque par catégorie de clientèle).

Des impacts macroéconomiques ont été intégrés dans les hypothèses utilisées pour les tests de dépréciation (IAS 36) et dans les modèles de pertes attendues sur les actifs financiers (IFRS 9).

L'environnement macro-économique du premier semestre 2026 a été marqué par une volatilité accrue des marchés financiers, dans un contexte de tensions géopolitiques ayant fortement perturbé les marchés de l'énergie et ravivé les pressions inflationnistes.

Dans ce contexte, après une phase de désinflation observée en 2024 et 2025, un regain des tensions inflationnistes est apparu, principalement lié à la hausse des prix de l'énergie. Cette évolution a conduit les banques centrales à adopter une posture prudente, voire à ajuster leur politique monétaire afin d'ancrer les anticipations d'inflation, tout en restant dépendantes des données économiques disponibles (Cf. note 6 - « Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre »)

La banque reste attentive à l'évolution de l'environnement réglementaire et économique, notamment en matière de durabilité, et adapte sa stratégie en conséquence.

4. ADAPTATION A L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Dans un environnement économique contrasté, RCI Banque SA, qui assure la plus grande partie du refinancement du groupe Mobilize Financial Services France, maintient une politique financière prudente et renforce son dispositif de gestion et de contrôle de la liquidité.

Liquidité

La liquidité du groupe Mobilize Financial Service France est gérée en central par RCI Banque SA.

Le groupe Mobilize Financial Services France porte une grande attention à la diversification de ses sources d'accès à la liquidité.

Sur le marché obligataire, le groupe se finance sur des maturités allant de 3 à 8 ans sur le marché en euro. Cette diversification des offres permet de toucher divers types d'investisseurs.

Le recours au financement par titrisation, de format privé ou public, permet également d'élargir la base d'investisseurs.

Le pilotage du risque de liquidité du groupe Mobilize Financial Services France prend en compte les recommandations de l'EBA relatives à l'Internal Liquidity Adequacy Assessment Process (ILAAP) et repose sur les éléments suivants :

Appétit pour le risque : Cet élément est défini par le Comité des risques du Conseil d'administration.

Refinancement : Le plan de financement est construit dans une optique de diversification d'accès à la liquidité, par produit, par devise et par maturité. Les besoins de financements font l'objet de recadrages réguliers qui permettent d'ajuster le plan de financement.

Réserve de liquidité : L'entreprise vise à disposer en permanence d'une réserve de liquidité en adéquation avec l'appétit pour le risque de liquidité. La réserve de liquidité est constituée de lignes bancaires confirmées non tirées, de collatéral éligible aux opérations de politique monétaire de la BCE, d'actifs hautement liquides (HQLA) et d'actifs financiers. Elle est revue chaque mois par le Comité financier.

Prix de transfert : Le refinancement des entités européennes du groupe est principalement assuré par la Trésorerie groupe qui centralise la gestion de la liquidité et mutualise les coûts. Les coûts de liquidité internes sont revus périodiquement par le Comité financier et sont utilisés par les filiales commerciales pour la construction de leur tarification.

Scénarios de stress : Le Comité Financier est informé chaque mois de l'horizon pendant lequel l'entreprise peut assurer la continuité de son activité en utilisant sa réserve de liquidité dans divers scénarios de stress. Les scénarios de stress comprennent des hypothèses de fuite des dépôts et de perte d'accès à de nouveaux financements, d'indisponibilité partielle de certains éléments de la réserve de liquidité ainsi que des prévisions de production de nouveaux crédits. Les hypothèses retenues concernant les sorties de dépôts en situation de stress sont volontairement conservatrices et font l'objet de backtestings réguliers afin d'en assurer la robustesse.

Plan d'urgence : Un plan d'urgence établi permet d'identifier les actions à mener en cas de stress sur la situation de liquidité.

Risque de crédit

Au sein du Groupe Mobilize Financial Services France, sont comptabilisés en encours sains (ou performants), les encours classés en bucket 1 et en bucket 2 et en encours douteux (ou non performants), les encours classés en bucket 3.

La qualité de portefeuille crédit s'est maintenue par rapport au 31 décembre 2025 avec un taux de prêts douteux à 3% du total des encours Clientèle (hors Réseau) au 30 juin 2026, en progression de 10 points de base par rapport au 31 décembre 2025. Les encours en défaut ont observé la même croissance que l'encours total depuis décembre 2025.

Les politiques d'acceptation sont restées inchangées et ont permis d'atteindre un niveau de coût du risque compatible à la déclaration d'appétit au risque de crédit.

Respect des ratios prudentiels bancaires

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français la Directive (UE) 2014/1619 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (CRD VI) et le règlement (UE) 2014/1623, le groupe Mobilize Financial Services France est soumis au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan (ratio de levier).

Au 30 juin 2026, les ratios calculés confirment le respect des exigences réglementaires.

Rentabilité

Le groupe Mobilize Financial Services France revoit régulièrement les coûts de liquidité internes utilisés pour la tarification des opérations clientèle, permettant ainsi de maintenir une marge sur la production de nouveaux crédits en ligne avec les cibles budgétaires. De façon similaire, la tarification des financements accordés aux concessionnaires est indexée sur un taux de base interne reflétant le coût des fonds empruntés et des coussins de liquidité nécessaires à la continuité d'activité.

Gouvernance

Le suivi des indicateurs de liquidité fait l'objet d'un point spécifique à chacun des comités financiers mensuels.

Les comités de gestion pays suivent également systématiquement les indicateurs de risque et de marge instantanée du groupe MFS France.

Exposition au risque de crédit non commercial

Le risque de contrepartie financière résulte des soldes créditeurs de nos comptes bancaires et, le cas échéant, des placements de nos excédents de trésorerie. Ces placements peuvent être constitués de dépôts bancaires à court terme auprès d'établissements bancaires de premier ordre, d'investissements dans des fonds monétaires, ou d'achats d'obligations.

Tous ces investissements sont réalisés auprès de contreparties de qualité de crédit supérieure, préalablement autorisés par le Comité Financier. Le groupe Mobilize Financial Services France porte par ailleurs une attention particulière à la diversification des contreparties.

De plus, pour satisfaire aux exigences réglementaires résultant de la mise en application du ratio de liquidité à 30 jours Liquidity Coverage Ratio (LCR), le groupe Mobilize Financial Services France investit dans des actifs liquides tels que définis dans l'Acte Délégué de la Commission Européenne. Ces actifs liquides sont principalement constitués de dépôts auprès de la Banque Centrale Européenne et de titres d'états ou supranationaux.

Par ailleurs, les opérations de couverture du risque de taux ou de change par des produits dérivés peuvent exposer l'entreprise à un risque de contrepartie.

5. NOTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Le principe de sectorisation est le suivant :

- Clientèle : particuliers, professionnels ou entreprises (financements pour soutenir la vente au client final faite par les réseaux/constructeurs).
- Réseaux : concessionnaires, importateurs des marques Renault, Nissan et Mitsubishi (financements des stocks de véhicules neufs, d'occasion, de pièces de rechange, de véhicules de démonstration, prêts de trésorerie pour soutenir la vente de la production des constructeurs automobiles à leur réseaux de distribution).
- Autres : regroupe principalement les comptes acheteurs et les comptes ordinaires avec les concessionnaires indépendants ainsi qu'avec Renault Group et les marques Nissan et Mitsubishi.

Note 1 : Secteurs opérationnels

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2026
Encours productif moyen	14 785	4 169		18 954
Produit net bancaire	226	33		259
Résultat brut d'exploitation	134	24		158
Résultat d'exploitation	84	23		107
Résultat avant impôts	84	23		107

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	06/2025 Retraité*
Encours productif moyen	14 583	4 145		18 728
Produit net bancaire*	203	32		235
Résultat brut d'exploitation*	114	22		136
Résultat d'exploitation*	82	16		98
Résultat avant impôts*	82	16		98

* Le montant au titre de l'exercice 2025 de ces postes a été retraité. Une information spécifique figure dans la note 2 « Faits marquants ».

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2025
Encours productif moyen	14 666	4 026		18 692
Produit net bancaire	415	64		479
Résultat brut d'exploitation	240	45		285
Résultat d'exploitation	175	40		215
Résultat avant impôts	175	40		215

Les contributions par marché sont analysées, pour les différentes périodes présentées, sur les principaux agrégats du compte de résultat ainsi que sur l'encours moyen productif.

S'agissant du Produit Net Bancaire, dans la mesure où la majorité des produits du groupe Mobilize Financial Services provient des intérêts, ceux-ci sont présentés nets des charges d'intérêts.

La détermination des résultats par secteur d'activité repose sur des conventions analytiques internes de refacturation ou de valorisation des moyens affectés. Les fonds propres alloués à chacun des pôles d'activité sont ceux effectivement mis à la disposition des filiales et succursales, répartis ensuite entre activités en fonction de règles analytiques internes.

L'Encours Productif Moyen est l'indicateur opérationnel utilisé pour le suivi des encours. Cet indicateur représentant une moyenne arithmétique des encours, sa valeur est par conséquent différente des encours figurant à l'actif du groupe Mobilize Financial Services France tels que présentés aux notes 3 et 4 des Annexes : Opérations avec la clientèle et assimilées / Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité.

Les Actifs Productifs Moyens sont un autre indicateur utilisé pour le suivi des encours. Il correspond aux encours productifs moyens auxquels sont ajoutés les actifs liés aux activités de location opérationnelle.

Pour la clientèle, il s'agit de la moyenne des actifs productifs à fin. Pour le réseau il s'agit de la moyenne des actifs productifs journaliers.

1.2 - Segmentation géographique

L'intégralité des opérations du groupe Mobilize Financial Services France est réalisée en France.

Note 2 : Prêts et créances au coût amorti sur les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Créances à vue sur les établissements de crédit	562	469
Comptes ordinaires débiteurs	562	469
Créances à terme sur les établissements de crédit	4 396	4 404
Comptes et prêts à terme sains	4 393	4 401
Créances rattachées	3	3
Total des prêts et créances sur les établissements de crédit	4 958	4 873
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>4 454</i>	<i>4 464</i>

Les créances à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

Les comptes courants bancaires détenus par les fonds communs de titrisation contribuent pour partie au rehaussement de crédit des fonds. Ils s'élèvent à 494 M€ au 30 juin 2026 et sont classés parmi les comptes ordinaires débiteurs.

Note 3 : Opérations avec la clientèle et assimilées

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Prêts et créances sur la clientèle	20 132	20 654
Opérations avec la clientèle	7 252	7 838
Opérations de location financière	12 880	12 816
Opérations de location opérationnelle	1 149	751
Total opérations avec la clientèle et assimilées	21 281	21 405

La valeur brute des encours restructurés par suite de l'ensemble des mesures et de concessions envers les clients emprunteurs qui rencontrent (ou sont susceptibles à l'avenir de rencontrer) des difficultés financières, s'élève à 75 M€ au 30 juin 2026 contre 102 M€ au 31 décembre 2025. Elle est dépréciée à hauteur de 50 M€ au 30 juin 2026 contre 45 M€ au 31 décembre 2025.

3.1 - Opérations avec la clientèle

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Créances sur la clientèle	7 297	7 863
Affacturage sain	420	203
Affacturage dégradé depuis l'origination	106	79
Autres crédits à la clientèle saines	5 642	6 444
Autres crédits à la clientèle dégradés depuis l'origination	534	554
Comptes ordinaires débiteurs sains	379	364
Créances en défaut	216	219
Créances rattachées sur clientèle	5	6
Autres crédits à la clientèle en non défaut	5	6
Eléments intégrés au coût amorti sur créances clientèle	91	106
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(16)	(15)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	107	121
Dépréciation des créances sur la clientèle	(141)	(137)
Dépréciation sur créances saines	(16)	(17)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(11)	(11)
Dépréciation des créances en défaut	(114)	(109)
Total net des créances sur la clientèle	7 252	7 838

Les opérations de titrisation n'ont pas pour conséquence de déconsolider l'encours cédé. Les créances cédées, les intérêts courus qui y sont rattachés ainsi que les provisions afférentes figurent toujours à l'actif du bilan du groupe.

Les créances d'affacturage résultent de l'acquisition par le groupe de créances commerciales cédées par les marques Renault, Nissan et Mitsubishi.

3.2 - Opérations de location financière

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Créances sur opérations de location financière	13 278	13 154
Crédit-bail et location longue durée contrats sains	11 811	11 619
Crédit-bail et location longue durée contrats dégradés depuis l'origination	1 129	1 220
Créances en défaut	338	315
Créances rattachées sur opérations de location financière		1
Crédit-bail et location longue durée en non défaut		1
Eléments intégrés au coût amorti sur opérations de location financière	(128)	(76)
Etalement des frais de dossiers et divers	34	37
Etalement de la participation reçue du constructeur ou du réseau	(519)	(453)
Etalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	357	340
Dépréciation des créances sur opérations de location financière	(270)	(263)
Dépréciation sur créances saines	(44)	(49)
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	(41)	(40)
Dépréciation des créances en défaut	(185)	(174)
Total net des créances sur opérations de location financière	12 880	12 816

3.3 - Opérations de location opérationnelle

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Immobilisations données en location	1 169	747
Valeur brute des immobilisations données en location	1 699	1 226
Amortissements sur immobilisations données en location	(530)	(479)
Créances sur opérations de location opérationnelle	13	17
Créances saines et dégradées depuis l'origine	5	18
Créances en défaut	15	2
Produits et charges restant à étaler	(7)	(3)
Dépréciation des opérations de location opérationnelle	(33)	(13)
Dépréciation des créances saines ou dégradées depuis l'origine		(3)
Dépréciation des créances en défaut	(12)	(1)
Dépréciation de la valeur résiduelle	(21)	(9)
Total net des opérations de location opérationnelle	1 149	751

Note 4 : Ventilation des opérations avec la clientèle par segment d'activité

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 06/2026
Valeur brute	16 793	4 533	399	21 725
Créances saines	14 910	4 077	393	19 380
<i>En % du total des créances</i>	<i>88,8%</i>	<i>89,9%</i>	<i>98,5%</i>	<i>89,2%</i>
Créances dégradées depuis l'origination	1 376	398		1 774
<i>En % du total des créances</i>	<i>8,2%</i>	<i>8,8%</i>		<i>8,2%</i>
Créances en défaut	507	58	6	571
<i>En % du total des créances</i>	<i>3,0%</i>	<i>1,3%</i>	<i>1,5%</i>	<i>2,6%</i>
Dépréciation	(422)	(19)	(3)	(444)
Dépréciation créances saines	(75)	(4)	(2)	(81)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>17,8%</i>	<i>21,1%</i>	<i>66,7%</i>	<i>18,2%</i>
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(50)	(2)		(52)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>11,8%</i>	<i>10,5%</i>		<i>11,7%</i>
Dépréciation créances en défaut	(297)	(13)	(1)	(311)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>70,4%</i>	<i>68,4%</i>	<i>33,3%</i>	<i>70,0%</i>
Taux de couverture	2,5%	0,4%	0,8%	2,0%
Créances saines	0,5%	0,1%	0,5%	0,4%
Créances dégradées depuis l'origination	3,6%	0,5%		2,9%
Créances en défaut	58,6%	22,4%	16,7%	54,5%
Total des valeurs nettes	16 371	4 514	396	21 281

Dt entreprises liées (Hs participations reçues et rémunérations versées)

63

225

79

367

En millions d'euros	Clientèle	Réseau	Autres	Total 12/2025
Valeur brute	16 225	5 220	373	21 818
Créances saines	14 288	4 758	366	19 412
<i>En % du total des créances</i>	<i>88,1%</i>	<i>91,1%</i>	<i>98,1%</i>	<i>89,0%</i>
Créances dégradées depuis l'origination	1 464	404		1 868
<i>En % du total des créances</i>	<i>9,0%</i>	<i>7,7%</i>		<i>8,6%</i>
Créances en défaut	473	58	7	538
<i>En % du total des créances</i>	<i>2,9%</i>	<i>1,1%</i>	<i>1,9%</i>	<i>2,5%</i>
Dépréciation	(394)	(17)	(2)	(413)
Dépréciation créances saines	(71)	(5)	(2)	(78)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>18,0%</i>	<i>29,4%</i>	<i>100,0%</i>	<i>18,9%</i>
Dépréciation créances dégradées depuis l'origination	(50)	(1)		(51)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>12,7%</i>	<i>5,9%</i>		<i>12,3%</i>
Dépréciation créances en défaut	(273)	(11)		(284)
<i>En % du total des dépréciations</i>	<i>69,3%</i>	<i>64,7%</i>		<i>68,8%</i>
Taux de couverture	2,4%	0,3%	0,5%	1,9%
Créances saines	0,5%	0,1%	0,5%	0,4%
Créances dégradées depuis l'origination	3,4%	0,2%		2,7%
Créances en défaut	57,7%	19,0%		52,8%
Total des valeurs nettes	15 831	5 203	371	21 405

Dt entreprises liées (Hs participations reçues et rémunérations versées)

64 194 173 431

La classification « Autres » regroupe principalement les comptes acheteurs et ordinaires avec les concessionnaires et le Groupe Renault.

Sur l'activité clientèle, entre fin décembre 2025 et fin juin 2026, le taux de provisionnement du bucket 1 est resté stable à 0,5% tandis que le taux de provisionnement du bucket 2 a augmenté de 22 points de base à 3,6%. Le taux de provisionnement du bucket 3 se dégrade de 88 points de base à 58,6%, expliqué principalement par la reclassification de contrats batteries en bucket 3 qui étaient sous-provisionnés.

Sur l'activité réseaux, le taux de couverture du bucket 1 est stable : 0,1%, le taux de couverture du bucket 2 est à 0,5% à fin juin 2026 contre 0,2% à fin décembre 2025 principalement en raison de la dégradation de la notation d'un groupe sur la première partie de l'année. Le taux de couverture du bucket 3 est à 22,4% contre 19% à fin décembre 2025, effet de la hausse naturelle du taux de couverture avec la maturité dans le défaut.

Note 4.1 : Variation des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2025	Augmentation (1)	Transfert (2)	Remboursements	Abandons	06/2026
Créances saines	19 412	13 633	(237)	(13 428)		19 380
Créances dégradées depuis l'origination	1 868		147	(241)		1 774
Créances en défaut	538		90	(13)	(44)	571
Total opérations avec la clientèle (VB)	21 818	13 633		(13 682)	(44)	21 725

(1) Augmentations = Nouvelle production

(2) Transfert = Changement de classification

Note 4.2 : Variation des dépréciations des opérations avec la clientèle

En millions d'euros	12/2025	Augmentation (1)	Diminution (2)	Transfert (3)	Variations (4)	Autres (5)	06/2026
Dépréciation sur créances saines (*)	78	6	(4)	(24)	26	(1)	81
Dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination	51	6	(9)	2	2		52
Dépréciation des créances en défaut	284	21	(18)	22	2		311
Total dépréciations des opérations avec la clientèle	413	33	(31)		30	(1)	444

(1) Augmentations = Dotation suite à nouvelle production

(2) Diminution = Reprise suite à remboursements, cessions ou abandons

(3) Transfert = Changement de classification

(4) Variations = Variation suite à ajustements des critères de risques (PD, LGD, ECL, Bucket...)

(5) Autres variations = Reclassement, effet des variations de change, effet de la variation du périmètre

(*) Les dépréciations sur créances saines comprennent des dépréciations sur les valeurs résiduelles (véhicules et batteries) pour un montant de 21 M€ au 30 juin 2026 contre 9 M€ au 31 décembre 2025

Note 5 : Comptes de régularisation et actifs divers

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Créances d'impôts et taxes fiscales	188	259
Actifs d'impôts courants		1
Actifs d'impôts différés	3	3
Créances fiscales hors impôts courants	185	255
Comptes de régularisation et actifs divers	484	511
Créances sociales		1
Autres débiteurs divers	438	464
Comptes de régularisation actif	22	7
Valeurs reçues à l'encaissement	24	39
Total des comptes de régularisation et actifs divers	672	770
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>319</i>	<i>286</i>

Note 6 : Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle ou représentées par un titre

6.1 - Dettes envers les établissements de crédit

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Dettes à vue envers les établissements de crédit	683	903
Comptes ordinaires créditeurs	498	820
Autres sommes dues	184	83
Dettes rattachées	1	
Dettes à terme envers les établissements de crédit	16 958	16 733
Comptes et emprunts à terme	16 676	16 438
Dettes rattachées	282	295
Total des dettes envers les établissements de crédit	17 641	17 636
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>17 456</i>	<i>17 553</i>

Les dettes à vue sont un élément constitutif du poste « Trésorerie et équivalents de trésorerie » figurant dans le tableau de flux de trésorerie.

6.2 - Dettes envers la clientèle

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Comptes créditeurs de la clientèle	100	99
Comptes ordinaires créditeurs	100	99
Autres sommes dues à la clientèle et dettes rattachées	28	54
Autres sommes dues à la clientèle	20	49
Dettes rattachées sur comptes créditeurs à vue	8	5
Total des dettes envers la clientèle	128	153
<i>Dont entreprises liées</i>	3	5

6.3 - Dettes représentées par un titre

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Titres de créances négociables (1)	50	37
Certificats de dépôt		37
BMTN et assimilés	50	
Autres dettes représentées par un titre (2)	4 476	4 502
Autres dettes représentées par un titre	4 473	4 499
Dettes rattachées sur autres dettes représentées par un titre	3	3
Total des dettes représentées par un titre	4 526	4 539
<i>Dont entreprises liées</i>	2 094	1 756

(1) Les certificats de dépôts, les billets de trésorerie et les papiers commerciaux sont émis par DIAC S.A.

(2) Les autres dettes représentées par un titre correspondent aux titres émis par les véhicules de titrisation créés pour les besoins des opérations de titrisation française (DIAC S.A.).

Note 7 : Comptes de régularisation et passifs divers

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Dettes d'impôts et taxes fiscales	528	481
Passifs d'impôts courants	2	
Passifs d'impôts différés	484	469
Dettes fiscales hors impôts courants	42	12
Comptes de régularisation et passifs divers**	735	930
Dettes sociales	43	46
Autres créditeurs divers	171	168
Comptes de régularisation passif	197	187
Dettes rattachées sur autres créditeurs divers	317	399
Comptes d'encaissement	7	130
Total des comptes de régularisation et passifs divers	1 263	1 411
<i>Dont entreprises liées</i>	213	261

Le poste autres créditeurs divers intègre les dettes sur actifs loués activés sous IFRS 16. Les autres créditeurs divers et les dettes rattachées sur créditeurs divers concernent les factures non parvenues et les provisions des commissions d'apporteurs d'affaires à payer.

Note 8 : Provisions

En millions d'euros	12/2025	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2026
			Utilis ées	Non Utilis ées		
Provisions sur opérations bancaires	16	19		(25)	1	11
Provisions sur engagement par signature	2	4		(5)	1	2
Autres provisions	14	15		(20)		9
Provisions sur opérations non bancaires	46	2	(2)		(2)	44
Provisions pour engagements de retraite et ass.	34	1			(1)	34
Provisions pour restructurations	10	1	(2)		(1)	8
Autres provisions	2					2
Total des provisions	62	21	(2)	(25)	(1)	55

(*) Autres variations = Reclassement, Variation par capitaux propres

Chacun des litiges connus dans lesquels DIAC S.A. ou DIAC Location sont impliqués fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes. Après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires sont, le cas échéant, constituées pour couvrir les risques estimés.

En cas de contrôles fiscaux, les redressements acceptés sont comptabilisés par voie de provisions. Les redressements contestés sont provisionnés, au cas par cas, selon des estimations intégrant tant le risque que le bien-fondé des actions et recours engagés.

Les provisions pour restructuration correspondent au plan de dispense d'activité, un dispositif d'aménagement des fins de carrière financée par l'entreprise.

Note 9 : Dépréciations et provisions constituées en couverture d'un risque de contrepartie

En millions d'euros	12/2025	Dotations	Reprises		Autres (*) variations	06/2026
			Utilis ées	Non Utilis ées		
Dépréciations sur opérations bancaires	413	75	(36)	(7)	(1)	444
Opérations avec la clientèle	413	75	(36)	(7)	(1)	444
<i>Dont dépréciation sur créances saines</i>	<i>78</i>	<i>29</i>	<i>(18)</i>	<i>(7)</i>	<i>(1)</i>	<i>81</i>
<i>Dont dépréciation sur créances dégradées depuis l'origination</i>	<i>51</i>	<i>6</i>	<i>(5)</i>			<i>52</i>
<i>Dont dépréciation des créances en défaut</i>	<i>284</i>	<i>40</i>	<i>(13)</i>			<i>311</i>
Provisions sur opérations bancaires	2	4		(5)	1	2
Provisions sur engagement par signature	2	4		(5)	1	2
Total couverture des risques de contreparties	415	79	(36)	(12)		446

(*) Autres variations = Reclassement

La ventilation par marché des dépréciations de l'actif liées aux opérations avec la clientèle est présentée en note 4.

Note 10 : Dettes subordonnées

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Dettes évaluées au coût amorti	370	377
Emprunts subordonnés	363	364
Dettes rattachées sur emprunts subordonnés	7	13
Dettes évaluées à la juste valeur	11	10
Titres participatifs	11	10
Total des dettes subordonnées	381	387

Les titres participatifs ont été émis en 1985 par DIAC S.A. pour un montant de 500 000 000 Francs

Le système de rémunération comprend :

- une partie fixe égale à 60% du TAM (Taux Annuel Monétaire)
- une partie variable obtenue en appliquant à 40 % du TAM le taux de progression du résultat net consolidé du dernier exercice sur celui de l'exercice précédent.

La rémunération annuelle est comprise entre 100 % et 130 % du TAM, et est assortie d'un taux plancher de 6,5 %.

L'emprunt est perpétuel.

Note 11 : Ventilation des actifs et passifs financiers par durée restant à courir

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 06/2026
Actifs financiers	6 431	7 989	10 584	86	25 090
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 358	716	2 884		4 958
Prêts et créances sur la clientèle	5 073	7 273	7 700	86	20 132
Passifs financiers	5 129	4 986	12 187	374	22 676
Dettes envers les établissements de crédit	4 842	4 638	8 161		17 641
Dettes envers la clientèle	128				128
Dettes représentées par un titre	158	342	4 026		4 526
Dettes subordonnées	1	6		374	381

En millions d'euros	< 3 mois	de 3 à 12 mois	de 1 à 5 ans	> 5 ans	Total 12/2025
Actifs financiers	5 725	8 442	11 276	84	25 527
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 172	218	3 483		4 873
Prêts et créances sur la clientèle	4 553	8 224	7 793	84	20 654
Passifs financiers	5 173	4 941	12 227	374	22 715
Dettes envers les établissements de crédit	4 767	4 423	8 446		17 636
Dettes envers la clientèle	153				153
Dettes représentées par un titre	240	518	3 781		4 539
Dettes subordonnées	13			374	387

Note 12 : Juste Valeur des actifs et passifs financiers et décomposition par niveau des actifs et des passifs

En millions d'euros - 30/06/2026	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	25 090		4 958	20 068	25 026	(64)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 958		4 958		4 958	
Prêts et créances sur la clientèle	20 132			20 068	20 068	(64)
Passifs financiers	22 676	11	23 254		23 265	(589)
Dettes envers les établissements de crédit	17 641		18 189		18 189	(548)
Dettes envers la clientèle	128		128		128	
Dettes représentées par un titre	4 526		4 567		4 567	(41)
Dettes subordonnées	381	11	370		381	

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

En millions d'euros - 31/12/2025	Valeur Comptable	Fair Value				Ecart (*)
		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	JV (*)	
Actifs financiers	25 527		4 873	20 648	25 521	(6)
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 873		4 873		4 873	
Prêts et créances sur la clientèle	20 654			20 648	20 648	(6)
Passifs financiers	22 715	11	22 949		22 960	(245)
Dettes envers les établissements de crédit	17 636		17 851		17 851	(215)
Dettes envers la clientèle	153		153		153	
Dettes représentées par un titre	4 539		4 576		4 576	(37)
Dettes subordonnées	387	11	369		380	7

(*) JV : Juste valeur - Ecart : Gains ou pertes latents

Les prêts et créances sur la clientèle, classés en Niveau 3, sont évalués au coût amorti au bilan. Les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations. En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de la banque dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées ci-dessous.

Hypothèses et méthodes retenues

La hiérarchie à 3 niveaux des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan, telle que demandée par la norme IFRS 13 est la suivante :

- Niveau 1 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques.
- Niveau 2 : évaluations basées sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments financiers similaires ou évaluations pour lesquelles toutes les données significatives sont basées sur des données de marché observables.
- Niveau 3 : techniques d'évaluation pour lesquelles des données significatives ne sont pas basées sur des données de marché observables.

Les justes valeurs estimées ont été déterminées en utilisant les informations disponibles sur les marchés et les méthodes d'évaluation appropriées selon les types d'instruments.

Toutefois, les méthodes et hypothèses retenues sont par nature théoriques, et une part importante de jugement intervient dans l'interprétation des données du marché. L'utilisation d'hypothèses différentes et/ou de méthodes d'évaluation différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs estimées.

Les justes valeurs ont été déterminées sur la base des informations disponibles à la date de clôture de chaque arrêté, et ne prennent donc pas en compte l'effet des variations ultérieures.

En règle générale, quand l'instrument financier est coté sur un marché actif et liquide, le dernier cours coté est utilisé pour calculer la valeur de marché. Pour les instruments non cotés, la valeur de marché est déterminée à partir de modèles de valorisation reconnus qui utilisent des paramètres de marché observables. Si le groupe Mobilize Financial Services France ne dispose pas des outils de valorisation, notamment pour les produits complexes, les valorisations sont obtenues auprès d'établissements financiers de premier plan.

Les principales hypothèses et méthodes d'évaluation retenues sont :

- Actifs financiers

Les prêts à taux fixe ont été estimés en actualisant les flux futurs aux derniers taux proposés par le groupe Mobilize Financial Services France pour des prêts de conditions et échéances similaires.

- Prêts et créances à la clientèle

Les créances de financement des ventes ont été estimées en actualisant les flux futurs aux derniers taux pour des prêts de conditions et échéances similaires.

Les créances à la clientèle qui ont une durée de vie inférieure à un an ne sont pas actualisées, leur juste valeur ne présentant pas d'écart significatif avec la valeur nette comptable.

- Passifs financiers

La juste valeur des passifs financiers a été déterminée par l'actualisation des flux futurs aux taux proposés au groupe Mobilize Financial Services France au 31 décembre 2025 et au 30 juin 2026 pour des emprunts de conditions et échéances similaires. Les flux prévisionnels sont donc actualisés selon une courbe de taux zéro-coupon, incluant le spread de DIAC S.A. des émissions sur le marché secondaire contre 3 mois.

Note 13 : Accords de compensation et autres engagements similaires

Tableau de synthèse des compensations des actifs et passifs financiers

En millions d'euros - 30/06/2026	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	382		382		184		198
Créances commerciales Renault (1)	382		382		184		198

En millions d'euros - 31/12/2025	Valeur Brute comptable avant compensation	Montants bruts compensés	Montant net au bilan	Montants non compensés			Exposition nette
				Instruments financiers au passif	Garantie au Passif	Garantie hors bilan	
Actifs	780		780		366		414
Créances commerciales Renault (1)	780		780		366		414

(1) La valeur brute comptable des créances de financement réseau correspondent pour 382 M€ à celles du groupe Renault Retail Group en 2026, contre 780 M€ à fin décembre 2025. Leurs expositions sont couvertes à hauteur de 184 M€ par un gage espèces accordé par le constructeur Renault au groupe MFSF.

Note 14 : Engagements donnés

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Engagements de financement	1 214	909
Engagements en faveur de la clientèle	1 214	909
Autres engagements donnés	379	11
Engagements sur locations mobilières et immobilières	379	11
Total des engagements donnés	1 593	920

Note 15 : Engagements reçus

En millions d'euros	06/2026	12/2025
Engagements de financement	3 007	
Engagements reçus d'établissements de crédit	3 007	
Engagements de garantie	11 295	11 015
Engagements reçus d'établissements de crédit	12	13
Engagements reçus de la clientèle	643	641
Engagements de reprise reçus	10 640	10 361
Autres engagements reçus	229	
Autres engagements reçus	229	
Total des engagements reçus	14 531	11 015
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>7 527</i>	<i>4 423</i>

La majeure partie des engagements reçus des parties liées concerne les engagements de reprise convenus avec les constructeurs dans le cadre de la location financière.

Garanties et collatéraux

Les garanties ou collatéraux permettent de se prémunir partiellement ou en totalité contre le risque de pertes dû à l'insolvabilité du débiteur (hypothèques, nantissements, lettres d'intention, garanties bancaires à la première demande pour l'octroi de prêts aux concessionnaires et à la clientèle particulière dans certains cas). Les garants font l'objet d'une notation interne ou externe actualisée au moins annuellement.

Dans le but de réduire sa prise de risques, le groupe Mobilize Financial Services France amène donc une gestion active et rigoureuse de ses suretés notamment en les diversifiant : assurance-crédit, garanties personnelles et autres.

Note 16 : Intérêts et produits assimilés

En millions d'euros	06/2026	06/2025	12/2025
Intérêts et produits assimilés	785	789	1 583
Opérations avec les établissements de crédit	85	97	179
Opérations avec la clientèle	175	187	355
Opérations de location financière	504	489	1 013
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	8	4	11
Intérêts courus et échus des instruments financiers	13	12	25
Étalement des rémunérations versées aux apporteurs d'affaires	(162)	(151)	(309)
Opérations avec la clientèle	(36)	(35)	(70)
Opérations de location financière	(126)	(116)	(239)
Total des intérêts et produits assimilés	623	638	1 274
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>199</i>	<i>194</i>	<i>385</i>

La titrisation des créances n'ayant pas fait l'objet d'une déconsolidation, les intérêts relatifs aux créances cédées au travers de ces opérations figurent toujours en intérêts et produits sur opérations avec la clientèle.

Note 17 : Intérêts et charges assimilées

En millions d'euros	06/2026	06/2025	12/2025
Opérations avec les établissements de crédit	(388)	(407)	(802)
Opérations avec la clientèle	(1)		
Opérations de location financière			(1)
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	(4)	(3)	(4)
Charges sur dettes représentées par un titre	(77)	(78)	(151)
Autres intérêts et charges assimilées			(1)
Total des intérêts et charges assimilées	(470)	(488)	(959)
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>(393)</i>	<i>(413)</i>	<i>(812)</i>

Note 18 : Commissions

En millions d'euros	06/2026	06/2025	12/2025
Produits sur commissions*	146	149	294
Commissions sur activités de services	10	8	15
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	76	78	147
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	45	45	109
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	15	18	23
Charges sur commissions	(64)	(66)	(133)
Commissions	(1)	(2)	(3)
Commissions sur les activités de services	(10)	(7)	(18)
Commissions d'assurance accessoires aux contrats de financement	(4)	(4)	(7)
Commissions d'entretien accessoires aux contrats de financement	(41)	(45)	(91)
Autres commissions accessoires aux contrats de financement	(8)	(8)	(14)
Total des commissions nettes	82	83	161
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>41</i>	<i>45</i>	<i>87</i>

* Le montant au titre de l'exercice 2025 de ces postes a été retraité. Une information spécifique figure dans la note 2 « Faits marquants ».

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services se rapportent principalement à des prestations d'assurance et d'entretien.

Note 19 : Produits et charges nets des autres activités

En millions d'euros	06/2026	06/2025	12/2025
Autres produits d'exploitation bancaire	187	100	239
Produits liés aux fins de contrats de location non-douteux	59	53	119
dont reprise de dépréciation des valeurs résiduelles	5		1
Opérations de location opérationnelle	109	46	118
Autres produits d'exploitation bancaire	19	1	2
dont reprise de provisions pour risques bancaires	19		
Autres charges d'exploitation bancaire	(162)	(97)	(236)
Charges liées aux fins de contrats de location non-douteux	(63)	(56)	(115)
dont dotation de dépréciation des valeurs résiduelles	(17)	(4)	(6)
Coûts de distribution non assimilables à des intérêts	(4)	(3)	(7)
Opérations de location opérationnelle	(78)	(36)	(94)
Autres charges d'exploitation bancaire	(17)	(2)	(20)
dont dotation aux provisions pour risques bancaires	(13)		(8)
Autres produits et charges d'exploitation	(1)		1
Autres produits d'exploitation			7
Autres charges d'exploitation	(1)		(6)
Total des produits et charges nets des autres activités	24	3	4
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>73</i>	<i>(1)</i>	

Les prestations et les coûts des prestations accessoires aux contrats de financement ainsi que les produits et les coûts des activités de services sont présentés en note 18.

Note 20 : Charges générales d'exploitation et des effectifs

En millions d'euros	06/2026	06/2025	12/2025
Frais de personnel	(64)	(60)	(130)
Rémunération du personnel	(14)	(18)	(34)
Charges de retraites et assimilées	(8)	(8)	(13)
Autres charges sociales	(26)	(25)	(53)
Autres charges de personnel	(16)	(9)	(30)
Autres frais administratifs	(33)	(36)	(60)
Impôts et taxes hors IS	(5)	(8)	(9)
Loyers	(2)	(1)	(2)
Autres frais administratifs	(26)	(27)	(49)
Total des charges générales d'exploitation	(97)	(96)	(190)
<i>Dont entreprises liées</i>	<i>57</i>	<i>51</i>	<i>98</i>

Effectif moyen en nombre	06/2026	06/2025	12/2025
Effectif moyen en nombre	1 589	1 588	1 588
Effectif moyen en nombre	1 589	1 588	1 588

Note 21 : Coût du risque par catégorie de clientèle

En millions d'euros	06/2026	06/2025	12/2025
Coût du risque sur financement clientèle	(49)	(33)	(66)
Dotations pour dépréciation	(61)	(54)	(106)
Reprises de dépréciation	42	44	92
Pertes sur créances irrécouvrables	(44)	(37)	(79)
Récupérations sur créances amorties	14	14	27
Coût du risque sur financement des Réseaux	(1)	(6)	(5)
Dotations pour dépréciation	(4)	(9)	(12)
Reprises de dépréciation	3	3	7
Coût du risque sur autres activités	(1)	1	1
Variation des dépréciations des autres créances	(1)	1	1
Total du coût du risque	(51)	(38)	(70)

Ce poste comprend le montant net des dotations (reprises) pour dépréciation, les pertes sur créances irrécouvrables, ainsi que les récupérations sur créances amorties.

Au 30 juin 2026, le coût du risque total représente une charge nette de -51 M€ (-0,52% des Actifs Productifs Moyens), constituée principalement sur l'activité financement Clientèle (-49 M€, -0,62% des Actifs Productifs Moyens Clientèle), l'activité Financement Réseaux se caractérisant par une dotation nette relativement faible (-0,07% des Actifs Productifs Moyens Réseaux).

Sur l'activité clientèle, les principaux mouvements du coût du risque en cumul à fin juin 2026 sont les suivants :

- Sur les encours performants, le coût du risque généré par la progression des encours et l'effet mix bucket/mise à jour des paramètres IFRS 9, a été compensé par les reprises nettes de provisions au titre du forward looking et des ajustements post modèles.
- Sur les encours non-performants, le coût du risque s'explique, outre la mise à jour des paramètres, principalement par la hausse des encours en défaut et par les abandons nets des récupérations, dans un contexte économique et géopolitique toujours tendu.

Au 30 juin 2026, les charges de recouvrement, d'actions en justice sur le portefeuille de créances douteuses incluses dans les pertes de crédit attendues depuis la clôture au 31 décembre 2025 (en référence aux normes comptables IFRS9 B5.5.55), contribuent négativement à hauteur de 6% au Coût du Risque Clientèle

Sur l'activité Réseau (financement des concessionnaires), le coût du risque affiche une dotation de 1,4M€.

➤ Ajustements post-modèle - Forward Looking

Les ajustements post-modèle sur base d'informations prospectives et de scénarios macroéconomiques dite Forward Looking intègrent une approche sectorielle et statistique.

Approche sectorielle

La provision « forward-looking » intègre une provision sectorielle qui sert à couvrir le risque de certains secteurs d'activité spécifiques. Chaque semestre, Coface fournit une évaluation actualisée du risque (faible, moyen, élevé et très élevé) pour les principaux secteurs économiques. Au titre de l'exercice 2026, aucun secteur ne s'est dégradé au point d'être reclassé en très haut risque. En conséquence, le périmètre couvert par la provision additionnelle reste identique à celui observé à la clôture de 2025. Actuellement, les secteurs identifiés comme présentant le risque le plus élevé et faisant face à des perspectives économiques défavorables sont la construction, le textile et l'habillement, l'automobile, les métaux et la chimie. Une diminution de l'écart entre le risque des secteurs à haut risque et autres secteurs ayant été observée, le taux de provisionnement a été révisé à la baisse, entraînant une reprise de provisions de 3.7 M€.

Le total des provisions sectorielles atteint 7.1 M€.

Approche statistique

La provision statistique repose sur trois scénarios macroéconomiques élaborés par la BCE :

Baseline : Les paramètres PD et LGD sont projetés à l'aide de modèles internes et d'indicateurs macroéconomiques alignés sur le scénario « baseline » de la BCE.

Adverse : Approche similaire au scénario de référence, mais en utilisant des données macroéconomiques dégradées provenant de la BCE. Cela entraîne des valeurs PD/LGD plus élevées et donc des pertes de crédit attendues (ECL) plus importantes.

Upward : Basé sur une approche interne prenant en compte la moyenne des écarts positifs entre les prévisions et les réalisations des indicateurs économiques, conduisant à des PD et LGD nettement inférieurs par rapport aux scénarios « baseline » et « adverse ».

Les prévisions macroéconomiques utilisées pour le calcul de la provision statistique « forward-looking » proviennent de la mise à jour de décembre 2025 de la BCE. En moyenne sur les six pays représentant les plus grands portefeuilles clients du groupe MFS, ces projections mettent en évidence une légère détérioration des principaux indicateurs macroéconomiques (le PIB, le chômage et l'inflation) par rapport aux hypothèses retenues lors de la précédente mise à jour du FL. Chaque scénario est pondéré afin de refléter les dernières perspectives macroéconomiques et leur probabilité de survenance, garantissant que l'ECL soit ajusté aux conditions « point-in-time ». La provision statistique prospective est calculée comme la différence entre la provision pondérée par scénario et le niveau actuel d'ECL. Compte tenu du fait qu'à la date de mise à jour des provisions « Forward-Looking », les dernières données macroéconomiques disponibles de la BCE étaient antérieures au déclenchement du conflit au Moyen-Orient, la pondération du scénario adverse a été augmentée de 5 points de pourcentage, au détriment du scénario upward. La probabilité pondérée du scénario adverse au sein du portefeuille s'établit à 45 % à fin juin 2026.

Le tableau ci-dessous présente les changements de pondération pour chaque scénario entre décembre 2025 et juin 2026.

Clientèle et réseau	FL Scénario Poids – Décembre 2025				FL Scénario Poids – Juin 2026				Variation			
	Stability	Baseline	Adverse	Upward	Stability	Baseline	Adverse	Upward	Stability	Baseline	Adverse	Upward
France	0,00	0,45	0,40	0,15	0,00	0,45	0,45	0,1	0,00	0,00	0,05	-0,05

Au 31 décembre 2025, le Groupe Mobilize Financial Services France a introduit une provision Forward- Looking Remarketing, intégrée dans la composante statistique dont le principe et les hypothèses sont les suivants :

Principe :

Les modèles de LGD actuels ne reflètent pas la détérioration attendue des performances de recommercialisation des véhicules électriques (VE). En effet, les VE présentent aujourd’hui des valeurs de revente nettement inférieures à celles des véhicules thermiques. Avec l’augmentation continue de la part des VE dans le portefeuille du Groupe, cette tendance devrait peser négativement sur les taux de recouvrement et ainsi entraîner une hausse des LGD.

Hypothèses retenues :

La composante Remarketing a pour objectif d’anticiper la dégradation des taux de récupération. Les stress appliqués sont les suivants :

- -9 points sur les véhicules électriques,
- -2 points sur les non électriques

L’impact financier associé représente une reprise de 2 M€ fin juin 2026.

Variation des provisions forward-looking au cours de l’exercice :

La provision totale du Forward-looking (activité financement Clientèle et Réseaux) s’est élevée à :

Approche statistique : 13 M€ à fin juin 2026 contre 11 M€ à fin décembre 2025.

Approche sectorielle : 7 M€ à fin juin 2026 contre 11 M€ à fin décembre 2025.

Les provisions statistique et sectorielle s’établissent à 20 M€ contre 22 M€ à fin décembre 2025.

Le tableau ci-dessous présente le stock de provisions « forward-looking » à la fin de juin 2026, ventilé par « buckets » et par les principaux pays en termes d’encours.

En d'euros	millions	Clientèle			Réseau			Total
		Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	
France		9	6	2	1		2	20

En d'euros	millions	Clientèle			Réseau			Total
		Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	
France		13	3	2	2		1	21

➤ Ajustements post-modèle - Expertise

Les ajustements post-modèle à dire d'expert sont apportés lorsque des informations complémentaires permettent d'affiner les modèles statistiques. Ces ajustements sont classés en quatre catégories : risque de crédit relatif aux clients fragiles, risque individuel sur contrepartie(s) entreprise(s), risque de non-adéquation statistique (paramètres de risque), autres provisions à dire d'expert (par exemple, risques identifiés sur des sous-portefeuilles, ajustements sur des contrats en défaut ou présentant des impayés).

L'ensemble des ajustements contribue à hauteur de -7% dans le montant total des pertes de crédit attendues au 30 juin 2026, contre -6% au 31 décembre 2025, diminution expliquée par les ajustements post modèle sur le segment Clientèle (expertises réalisées sur la base d'informations qualitatives non captées par les modèles).

Les principales zones de jugement et d'estimation pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2026 sont donc identiques à celles détaillées dans les comptes annuels 2025.

Note 22 : Impôts sur les bénéfices

En millions d'euros	06/2026	06/2025	12/2025
Impôts exigibles	(19)	(20)	(39)
Impôts courants sur les bénéfices	(19)	(20)	(39)
Impôts différés	(15)	(8)	(26)
Impôts différés	(15)	(8)	(26)
Total de la charge d'impôts sur les bénéfices	(34)	(28)	(65)

Le taux effectif d'impôts du Groupe s'établit à 31,97% au 30 juin 2026 contre 30,39% au 30 juin 2025 et 46,55% au 31 décembre 2025.

La charge d'impôt courant est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus à l'Administration fiscale française.

Elle inclut chez DIAC Location une surtaxe d'impôt sur les sociétés d'un montant de 4 M€ au 30 juin 2026.

Certaines différences entre les résultats fiscaux des sociétés et les résultats inclus en consolidation donnent lieu à la constatation d'impôts différés. Ces différences résultent principalement des règles retenues pour la comptabilisation des opérations de crédit-bail et de location longue durée, et des dépréciations des créances douteuses.

Note 23 : Evénements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'évènement postérieur à la clôture.